

**Vieillesse démographique et inégalités
environnementales et sociales en milieu rural et éloigné
à partir de l'étude ethnographique d'une localité
de services en Gaspésie**

Pierre-Luc Lupien

Doctorant, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal

lupien.pierre-luc@courrier.uqam.ca

Professeur de sociologie, Cégep de la Gaspésie, campus de Carleton-sur-Mer

pllupien@cegepgim.ca

Communication présentée dans le cadre du colloque
Innovation et territoires face aux inégalités,
Université du Québec à Rimouski, 22-25 mai 2019

Vieillesse démographique et inégalités environnementales et sociales en milieu rural et éloigné à partir de l'étude ethnographique d'une localité de services en Gaspésie

Résumé

Les études récentes attestent d'une tendance générale à la concentration des populations âgées dans les centres de services régionaux et les villes au détriment des petites collectivités. Les personnes âgées des milieux ruraux seraient ainsi contraintes de quitter leur collectivité d'origine en raison de l'offre limitée de logements et du manque d'accès à certains services. La présente communication s'intéresse à ce type de situation et de manière plus générale, aux inégalités socioterritoriales liées au vieillissement démographique en milieu rural et éloigné. Dans un premier temps, il sera question des préoccupations sociales telles que soulevées dans la pratique d'un organisme communautaire gaspésien œuvrant en matière d'habitation, le Groupe ressource en logements collectifs Gaspésie-les-Îles (GRLC-GÎM). Seront ensuite présentés les résultats d'une étude récente sur la précarité résidentielle en Gaspésie et aux Îles, avec une attention particulière sur la situation des aînés. Enfin, il sera notamment discuté des défis épistémologiques et méthodologiques reliés à la méthode des cas (ou approche ethnographique) pour étudier les inégalités environnementales et sociales auxquelles font face les collectivités rurales et éloignées en Gaspésie.

Summary

Recent studies show a general trend towards the concentration of seniors in regional service centers and cities at the expense of small communities. Seniors in rural areas would be forced to leave their home communities due to the limited supply of housing and lack of access to some services. This communication addresses this type of situation and, more generally, the socio-territorial inequalities associated with ageing populations in rural and remote areas. First, it will deal with social concerns as raised in the practice of a gaspesian community organization working in the field of housing, the Groupe ressource en logements collectifs Gaspésie-les-Îles (GRLC-GÎM). The results of a recent study on residential precariousness in Gaspésie and Les Îles will then be presented, with particular attention to the situation of seniors. Finally, the epistemological and methodological challenges related to the case method (or ethnographic approach) will be discussed to study the environmental and social inequalities faced by rural and remote communities in Gaspésie.

Ce texte est publié par le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est-du-Québec (GRIDEQ) au titre des actes du colloque Innovation et territoires face aux inégalités tenu à l'Université du Québec à Rimouski du 22 au 25 mai 2019.

UQAR **COLLOQUE INTERNATIONAL**
INNOVATION ET TERRITOIRES
FACE AUX INÉGALITÉS



22-25 MAI 2019

22 MAI : CONFÉRENCE INAUGURALE : André Torre
directeur de recherche, Université Paris-Saclay, INRA, AgroParisTech

23 MAI : GRANDE CONFÉRENCE : Paule Halley
professeure titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement, Université Laval

23 ET 24 MAI : 60 COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUES
réparties dans 16 sessions et deux séances plénières

25 MAI : ATELIER CHERCHEURS-MILIEU « LES ACTEURS DE L'ÉNERGIE : dynamiques et enjeux », avec la participation de **Yves-Marie Abraham**, professeur agrégé, HEC Montréal

Un événement organisé par le Département sociétés, territoires et développement de l'Université du Québec à Rimouski en collaboration avec le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec, la Chaire de recherche du Canada en Innovation sociale et développement des territoires, l'Association internationale des sociologues de langue française et le projet ATISÉE-UQAR.

Renseignements et inscription :
grideq@uqar.ca



Les propos tenus dans ce texte n'engagent que la responsabilité du ou des auteurs.
Texte en accès libre sur Sémaphore, le dépôt numérique de l'UQAR : <http://semaphore.uqar.ca/>.

GRIDEQ
Université du Québec à Rimouski
grideq@uqar.ca

Viellissement démographique et inégalités environnementales et sociales en milieu rural et éloigné à partir de l'étude ethnographique d'une localité de services en Gaspésie

Pierre-Luc Lupien

De nombreuses études sur les territoires dits « périphériques » ont été réalisées à vol d'oiseau par des spécialistes de passage (Dugas, 1983 : 20). À titre d'exemple, l'économiste Raynauld, pour la rédaction du rapport du fédéral HMR (Higgins, Martin, Raynaud), en 1970, avait cru suffisant de faire un tour rapide en autobus de la péninsule pour évaluer l'état de l'économie régionale (Thibeault et Réhel, 2014 : 60). De cette évaluation, il concluait qu'il n'y avait rien de « répréhensible » à attirer ses habitants les plus pauvres vers les pôles urbains « dynamiques » comme Montréal (Higgins, Martin et Raynaud, 1970). Ce type d'appréhension en survol de la régionalité (Delisle, 1999) est sans doute à situer dans le cadre de la longue histoire de rapports sociaux inégalitaires entre centres urbains et régions périphériques. Caractérisé par l'inscription dans la durée au sein d'un milieu, le recours à une approche ethnographique est un moyen de réduire cette inégalité épistémique et territoriale. Le renouveau de l'approche ethnographique semble ouvrir la possibilité de « redonner un statut positif aux populations rurales » (Parent, 2014 : 248) et d'exprimer la spécificité et la complexité des réalités qu'elles vivent.

Dans l'étude du vieillissement démographique en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine (GÎM), il semble approprié de recourir à une approche qui permet de saisir les transformations sociales telles que vécues à l'échelle des collectivités. Le portrait statistique, bien qu'essentiel, n'est pas suffisant pour comprendre les changements « en train de se faire ». La GÎM est la région administrative la plus vieillissante du Québec. Une personne sur quatre a plus de 65 ans (Institut de la statistique du Québec, 2018). La région est aussi celle où l'on retrouve le plus de localités considérées « dévitalisées »¹ selon l'indice du MAMOT. Près de 70 % de celles-ci sont dans le dernier quintile (Toulgoat et Tremblay, 2018). L'emphase sur les données démographiques et les indicateurs de

¹ « L'indice de vitalité économique des territoires représente la moyenne géométrique des variables normalisées de trois indicateurs, à savoir le taux de travailleurs, le revenu total médian des particuliers et le taux d'accroissement annuel moyen de la population sur cinq ans. Ces indicateurs représentent chacun une dimension essentielle de la vitalité, soit respectivement le marché du travail, le niveau de vie et la dynamique démographique. » (Québec, 2018)

dévitisation favorise une lecture « misérabiliste » et réductrice de la région. Elle ne permet pas de prendre acte de la vie sociale au sein des communautés, du dynamisme et de la résistance de ses membres, âgés ou non, qui, devant les défis démographique et économique, prennent des décisions collectives. La seule lecture des chiffres, ceux de l'économie et de la démographie, donne un « triste » portrait de la réalité. Sur le plan politico-administratif, les « taux d'activité et d'occupation » sont ainsi les seules données consultées pour évaluer le maintien de services et de communautés locales (Dionne, 1988), et ce, sans se soucier de la vivacité culturelle et de l'engagement citoyen de ceux et celles qui y résident. Elle donne l'impression que les phénomènes suivent une marche inexorable alors que les enjeux sont pourtant en train de se jouer et peuvent suivre d'autres cours.

Cette présentation a pour objectif de montrer l'intérêt de recourir à une méthodologie qualitative d'inspiration ethnographique pour enrichir la compréhension des phénomènes sociaux. Dans un premier temps, cette communication vise à démontrer en quoi une démarche qualitative, essentiellement à l'aide de récits de vie et d'entretiens auprès d'intervenants, a permis de mettre en lumière les premiers éléments d'un processus de recomposition territoriale en lien avec le vieillissement démographique en GÎM. Ce processus semble prendre la forme d'une concentration sociogéographique des aînés dans les centres de services régionaux. Dans un second temps, il sera question de l'élaboration de la problématique d'une thèse en sociologie visant à vérifier et à approfondir ce phénomène. Un « décentrement » (Hamel, 2018) des premiers constats et des préoccupations des acteurs régionaux semble nécessaire afin de fonder scientifiquement ce projet de thèse. Ultimement, une étude ethnographique d'un centre de services régional est préconisée afin de considérer l'articulation entre l'expérience individuelle des aînés et le processus macrostructurel de recomposition du territoire en cours. Dans ce contexte, des inégalités socioterritoriales sont rencontrées par les résidents de la Gaspésie et des Îles à travers l'épreuve de la relocalisation. L'analyse de ces inégalités requiert une méthodologie souple et capable de saisir l'éventail des situations vécues par rapport à cette épreuve liée au territoire.

1. Mise en contexte : De la précarité résidentielle au phénomène de concentration sociogéographique des aînés

L'étude qualitative de la précarité résidentielle en GÎM est ce qui a permis de prendre conscience de l'importance de l'enjeu du vieillissement démographique. Cette première partie se veut une présentation du contexte de recherche qui a amené à la prise de conscience d'un phénomène de recomposition territoriale liée à ce vieillissement. Il sera question du projet qualitatif *Entre mer et déboires* et de la question de la concentration territoriale des aînés.

Le projet Entre mer et déboires

Dans le cadre du volet qualitatif d'un portrait de la situation résidentielle de la GÎM, 15 personnes ayant vécu ou vivant des situations de précarité résidentielle ont été rencontrées en entretien semi-dirigé. Une quarantaine d'intervenants de première ligne en matière d'habitation ont aussi été rencontrés en groupe de discussion. Au terme de ce projet, deux grands constats ont donc été réalisés dans le volet qualitatif (Lupien, 2018) : un premier constat à propos des immeubles à loyers

multiples et un deuxième sur les maisons unifamiliales. Il est possible d'accéder à un résumé sur le site de l'Observatoire des réalités familiales du Québec (Bélanger, 2019).

Nous allons ici nous concentrer sur le deuxième cas, celui des maisons unifamiliales, qui concerne une proportion importante de la population de la GÎM où près de 75 % sont propriétaires (RESSORT-GÎM, 2013). Ce taux de propriété n'implique pas une meilleure situation financière. La situation rappelle celle qui a été davantage documentée dans le cas de la France rurale. À ce titre, la Fondation Abbé Pierre avait révélé deux situations que vous avons aussi retrouvées en Gaspésie, à savoir le cas des maisons obtenues en héritage, sans grande valeur marchande et nécessitant des rénovations majeures et celui des maisons achetées en état pitoyable dans l'espoir de les rénover (Fondation Abbé Pierre, 2011). Bien que propriétaires de leur domicile, les participants rencontrés ont témoigné avoir de la difficulté à couvrir les frais associés, entre autres, aux taxes municipales et aux divers entretiens et rénovations. Cette situation semble caractéristique des personnes âgées. La difficulté à se maintenir à domicile se double de la menace créée par le manque de logements adaptés. Certaines personnes âgées seraient méfiantes à l'endroit des intervenants par crainte que ces derniers les obligent à quitter leur domicile et leur milieu de vie. Difficilement estimables, le non-recours aux services publics (Warin, 2016) et l'isolement des personnes âgées, souvent liés à ce type de craintes, seraient assez répandus de l'avis des intervenants consultés. « Les personnes âgées veulent garder leurs maisons. Elles se laissent mourir de faim dans leurs maisons » avait témoigné en consultation une intervenante en service d'aide à domicile (Lupien, 2016 : 50). Les aînés en perte d'autonomie doivent envisager de quitter leur communauté d'appartenance en plus de quitter leur maison.

La concentration des aînés dans les centres de services

Ces constats sur la réalité résidentielle des aînés ont aussi permis de prendre conscience d'une tendance à la concentration des aînés dans les centres de services régionaux (Dugas *et al.*, 1999 : 67). Cette tendance a aussi été observée par les médias régionaux (Deschênes, Jean-François et ICI.Radio-Canada.ca, 2017 ; Dubé, Brigitte et ICI.Radio-Canada.ca, 2017). Le vieillissement des collectivités excentrées prend des allures de réaménagement du territoire et de recomposition sociale de son occupation. Avec l'avancée en âge se pose la question de la possibilité de continuer à vivre dans sa communauté d'appartenance. Sur un territoire étendu et diversifié tel que la Gaspésie et les Îles, l'appartenance tend à être locale avant d'être régionale (Dugas, 1983). La répartition des résidences pour personnes âgées se concentre de plus en plus dans les centres de services, qui tendent à devenir « de véritables centres d'accueil à ciel ouvert » (Laplante, 2018). Cette situation serait attribuable, entre autres, au resserrement des règlements suite à l'incendie d'une résidence sur L'Isle-Verte ayant entraîné la mort de 32 personnes. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, la rentabilité des petites résidences pour aînés est devenue plus difficile, occasionnant la fermeture de plusieurs d'entre elles (Demers *et al.*, 2018). Il est à préciser que la plupart de celles-ci sont situées dans les petites collectivités rurales. Faute de disposer de ressources dans leur localité, des aînés en perte d'autonomie doivent donc se résigner à quitter leur domicile et leur communauté d'appartenance. Dans le volet qualitatif de l'étude (Lupien, 2016), l'enjeu de la mobilité résidentielle est apparu comme une expérience négative plutôt subie que choisie. Ayant vécu nombre d'années dans le même village, parfois depuis l'enfance, un déménagement peut engendrer un sentiment de déracinement et exiger d'importants efforts d'adaptation à un moment de la vie où il est plus difficile de modifier son mode de vie. D'après un constat partagé en groupes de discussion, le fait est qu'un déménagement même à l'intérieur de la région peut être

problématique en termes d'intégration sociale. Quitter sa communauté d'origine implique le risque de devenir « étranger dans sa propre région » comme l'a confié une participante à la recherche (Lupien, 2016 : 20).

Cette dynamique de concentration est à l'origine d'une préoccupation régionale partagée par les aînés et les élus. Ces derniers défendent l'importance que les aînés puissent vieillir dans leurs collectivités d'appartenance. Cette revendication ressemble à celle de la plupart des aînés du Québec qui souhaitent vieillir chez soi, dans son domicile et dans son milieu de vie (Séguin, Van Pevenage et Dauphinais, 2018). Cette revendication prend toutefois une signification particulière dans l'Est-du-Québec, où elle semble faire un écho historique avec les principes des mouvements sociaux territoriaux dont le plus connu est sans doute les Opérations Dignité. Plusieurs autres mouvements de revendication et de résistance, moins connus, comme le mouvement des Patriotes gaspésiens en 1991 et le mouvement Touche pas à ma région en 2015, ont vu le jour depuis. Cette préoccupation est à inscrire dans la lutte de tous les instants des petites collectivités de l'Est-du-Québec pour leur survie. Encore récemment, en 2015, le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval, avait recommandé, ni plus, ni moins, de relocaliser les personnes en situation de pauvreté de la GÎM dans les centres urbains. « Le Conseil du patronat du Québec invite le gouvernement à réallouer une partie des budgets actuellement consacrés au maintien des municipalités dévitalisées vers des mesures facilitant la relocalisation des ménages qui y habitent » (Fournier et Gagné, 2015).

La relocalisation des aînés traduirait ainsi une situation d'inégalités socioterritoriales. Pour reprendre l'expression consacrée, le phénomène crée des « localités gagnantes », celles qui accueillent cette population aînée excédentaire qui induit une logique d'économie résidentielle, et des « localités perdantes », celles qui étaient déjà vieillissantes dans une forte proportion et qui commencent à perdre leurs plus anciens résidents. Cette logique semble aller dans le sens de la thèse de Côté (1991) pour qui la répartition des services de soin de santé joue un rôle dans le développement des centres de service et le sous-développement des localités plus excentrées (Perreault, 2006). Vieillir chez soi signifie aussi une revendication en matière d'occupation du territoire et d'opposition aux relocalisations qu'elles soient imposées par décret, comme dans le passé, ou par attrition des services, par désengagement progressif, comme ce serait le cas actuellement (Thibeault et Bernier, 2016). En termes d'habitation, cela signifie de favoriser la construction de petits projets de résidences pour aînés sur l'ensemble du territoire, incluant les agglomérations plus excentrées et moins peuplées, comme c'est le cas dans les orientations du plus récent plan de développement social d'une MRC gaspésienne, celle d'Avignon dans la Baie-des-Chaleurs.

2. Du déracinement à la mobilité résidentielle des aînés de la GÎM

Un questionnaire de départ sur la précarité résidentielle en GÎM a donc permis de mettre en lumière à partir de récits de vie des aînés, un phénomène social qui dépasse la seule expérience individuelle. Plusieurs dimensions du phénomène restent toutefois à être étudiées. Il semble que cette première représentation du phénomène soit sous l'influence des représentations des acteurs régionaux. Cette partie traite de la démarche de « décentrement » nécessaire par rapport à ces représentations pour étudier ce phénomène comme problématique sociologique (Hamel, 2018). Il

s'agit ici de traduire en problématique sociologique une réalité dont la connaissance émane de la pratique des acteurs. Ces derniers rendent compte de la situation inquiétante d'un profil particulier d'aînés, celui de ceux pour qui la vie s'est enracinée dans une communauté d'appartenance locale. Cette démarche nous fera passer du thème plus restreint du déracinement des aînés à celui, plus large, de leur mobilité résidentielle sous toutes ses formes.

2.1. Le décentrement sur la mobilité résidentielle des aînés de la GÎM

La figure de l'aîné déraciné sous-entend une série de postulats plus ou moins appuyés empiriquement. Elle laisse entendre que les aînés gaspésiens sont pour la plupart des « natifs » qui sont demeurés dans leur communauté d'appartenance toute leur vie et dont la perte d'autonomie liée à l'avancée en âge les menace de s'exiler en centre de service régional. Ce cas de figure ne semble pas rendre compte de tous les cas, même de ceux analysés dans le précédent projet. Le cas de certains participant.es s'éloigne de cette figure centrale. Les participant.es ne sont pas tous des natifs. Certains sont arrivés dans la région au moment de la retraite. Malgré cela, ils manifestent un sentiment d'attachement dont l'expression semble aussi vive que celle manifestée par les « natifs ». L'observation de situations empiriques et la consultation des écrits scientifiques sur le vieillissement démographique en milieu rural permettent déjà d'identifier des situations et des dynamiques occultées par ce centrage sur la figure idéale typique de l'« aîné natif déraciné ». La prochaine partie sera consacrée à cette démarche de décentrement nécessaire à l'élaboration d'une problématique sociologique. Cette démarche permettra de prendre en compte la variété potentielle des expériences des aînés devant un même contexte structurel et territorial. Cette variété s'exprime à travers l'hétérogénéité des aînés ruraux, notamment en ce qui a trait à leur rapport au territoire et à la mobilité, et la « diffraction », au sens de Martuccelli (2006), des parcours de vie individuels face à des épreuves régionales communes.

2.1.1. L'hétérogénéité des aînés ruraux

L'image de l'aîné natif enraciné dans sa communauté d'appartenance, immobile, ne constitue pas le seul type et ne semble pas représenter le type le plus fréquent. Le problème social décrit par les acteurs régionaux met à l'avant-plan la situation de l'aîné gaspésien, un établi, qui a toujours habité dans son village natal. Cette image va dans le sens de la nostalgie entretenue autour des « communautés perdues » (Dubet, 2009). Déjà, à partir des entretiens réalisés dans le précédent projet, plusieurs participant.es représentent autant de contre-figures à cette figure dominante de l'aîné gaspésien enraciné. Ces cas individuels fissurent la représentation homogène des aînés ruraux. Comme Mallon (Gucher, Mallon et Roussel, 2006 ; Mallon, 2013b ; Mallon, 2013a ; Mallon, 2015) l'a démontré pour les milieux ruraux et isolés français et néo-brunswickois, les aînés ruraux tendent à se diviser en deux grandes catégories : celle des immobiles, les aînés qui ont toujours vécu dans leur région, et celle des mobiles. Les immobiles font référence aux aînés qui ont toujours habité le milieu. Ils peuvent être assimilés à ce qu'on entend par « natifs » en Gaspésie. Cela dit, le caractère très localisé de l'appartenance en Gaspésie laisse plusieurs questions ouvertes. Les natifs d'un village particulier peuvent devenir des étrangers dans le village voisin. Les mobiles constituent un groupe plus différencié qui comprend d'autres sous-catégories. Parmi les mobiles, il y a deux sous-catégories : les mobiles-retour qui sont natifs de la région et qui reviennent dans leurs régions après une expérience à l'extérieur et les mobiles-néoruraux qui ne sont pas natifs de la région et se sont installés plus tard dans la région. Pour les mobiles, le choix d'élire domicile dans la région peut répondre à des motivations des plus variées allant de la retraite à des

opportunités d'emploi. L'expérience de vie à l'extérieur de la région est commune aux deux types d'aînés mobiles. L'exposition de cette typologie en fonction des trajectoires résidentielles montre la diversité des cas de figure. L'étude des situations particulières permet aussi de constater la diversité des parcours au sein de ces sous-catégories, qui demeurent encore assez larges.

2.1.2. Des parcours variés face à une même épreuve liée à l'espace

L'aménagement du territoire, plus particulièrement les répartitions des ressources d'hébergement pour aînés et celles des services de soins de santé spécialisés, crée un contexte structurel particulier à la région. Il engendre des problèmes macrostructurels spécifiques. Comme nous l'avons présenté, la perte d'autonomie qui peut accompagner l'avancée en âge peut contraindre les résidents de la région à se relocaliser. Ce problème propre à la région constitue une épreuve au sens où Martuccelli la définit. Il s'agit de « défis historiques, socialement produits, inégalement distribués, que les individus sont contraints d'affronter » (Martuccelli, 2006 : 12). L'épreuve des aînés de la GÎM se rapproche de l'épreuve type liée à l'espace qui oppose le principe de l'« enracinement » à celui de la « mobilité » (Martuccelli, 2006 : 123). La relocalisation des aînés représente une épreuve en raison de son caractère social, mais se « diffracte » selon une variété de voies individuelles (Martuccelli, 2006 : 365). La mobilité résidentielle des aînés gaspésiens, plus particulièrement à travers l'épreuve vécue ou anticipée de la relocalisation, laisse ainsi entrevoir une « diffraction » importante des expériences individuelles vécues au sein des catégories d'aînés ruraux explicitées par Mallon (2013). Celles-ci peuvent, de plus, être expérimentées différemment en fonction de la position structurelle des individus. À ce propos, Martuccelli n'oublie pas l'importance des contraintes structurelles, et ce, même si l'air du temps et le contexte actuel conduisent les individus à se représenter comme des « entrepreneurs de soi », libres et responsables de tout ce qui leur arrive. La question des inégalités sociales subsiste donc en filigrane et parfois à l'insu des acteurs. À propos de l'enjeu qui nous intéresse, face à la perte d'autonomie et à la nécessité de déménager, les aînés gaspésiens et ceux des régions dites périphériques ne sont pas égaux par rapport aux autres aînés québécois. Ces régions sont soumises à des variables structurelles qui ne s'appliquent qu'à ses résidents et qui engendrent, par le fait même, des épreuves spécifiques que nous pourrions qualifier de « régionales ». La nécessité de s'exiler en centres urbains pour recevoir des soins de santé spécialisés est un bon exemple de ces épreuves qui sont propres aux Gaspésien-nes, âgées ou non, et qui alimentent un sentiment d'indignation et d'inégalité sociale qui s'exprime sporadiquement dans les médias régionaux notamment (Boudreau, 2017).

Parti de la figure homogène de l'aîné natif déraciné, nous nous retrouvons devant un portrait plus complexe. Les aînés de la GÎM, comme les autres aînés ruraux, constituent un groupe hétérogène. Leur rapport au territoire peut varier considérablement selon leur mobilité et leur parcours de vie. Même ceux qui présentent un profil semblable, qu'ils soient immobiles ou mobiles, peuvent réagir différemment à l'épreuve d'une relocalisation. La manière de l'affronter est fonction de bien d'autres caractéristiques, incluant en tête de liste leur position structurelle, traduite par leur occupation socioprofessionnelle passée, de même que l'importance de leur réseau social. À cela, il ne faut pas oublier plusieurs autres caractéristiques comme le genre et le groupe d'âge, jeunes retraités ou grand âge. Ces détails doivent aussi être situés dans le contexte social plus large de manière à bien saisir l'articulation entre expérience individuelle et cadre socioterritorial. Des inégalités socioterritoriales pèsent certainement sur les aînés de la GÎM, mais elles ne pèsent pas de la même manière sur toutes les personnes. Une sociologie de ces inégalités requiert d'étudier l'éventail des situations vécues et d'éviter la tendance à concentrer le regard uniquement sur les

plus « vulnérables », tendance qui peut reconduire inconsciemment des rapports inégalitaires. Ces considérations épistémologiques orientent nos choix méthodologiques. L'ethnographie semble toute désignée pour remplir cet objectif.

Conclusion : Pour une ethnographie d'un centre de service régional en Gaspésie

Pour comprendre les dynamiques liées à la relocalisation des aînés en GÎM, il peut demeurer tentant de s'engager dans un véritable tour de la Gaspésie. Toutefois, à l'instar du tour touristique de la Gaspésie, qui fête d'ailleurs ses 90 ans (Thibeault, Lévesque et Radio-Canada, 2019), cette méthodologie risque d'être très riche en couleurs, mais de donner une appréhension très partielle de ce qui se passe réellement dans les communautés traversées. Cette démarche de surplomb risque de ressembler au tour d'autobus de l'économiste Alain Raynault présenté en introduction. Considérant l'itinéraire parcouru depuis le dépôt d'un rapport qualitatif sur la précarité résidentielle, en 2016, il apparaît opportun de s'arrêter dans une communauté plutôt que de continuer à se déplacer, au risque de tourner en rond. La dynamique que nous avons décrite plus haut s'apparente à un phénomène de concentration de la population aînée dans les centres de services régionaux. L'intérêt serait alors de prendre comme lieu d'observation un de ces centres. Cet arrêt ethnographique devrait nous permettre d'observer les modalités concrètes du processus en cours, à l'échelle individuelle et territoriale. Le récit des individus pourrait nous en apprendre sur le territoire. Les données à l'échelle du territoire pourraient nous en apprendre sur la dimension sociale de ces expériences individuelles. L'ethnographie semble à ce titre une méthode adaptée pour « appréhender le nouveau monde en train de se faire » (Parent, 2011 : 335). Cette démarche ethnographique s'appuiera sur une diversité de sources : entretiens avec des ménages aînés et avec des acteurs régionaux, observations de rencontres et d'événements publics et lecture et analyse d'une diversité de documents allant des archives municipales aux journaux et bulletins locaux des différents organismes. Plutôt que de passer comme un touriste ou un « fonctionnaire pressé » (Dugas, 1983 : 20), cette démarche exigera toutefois un engagement dans la durée sur le terrain (Parent et Sabourin, 2016 : 110), une véritable installation. Cette première condition devrait être remplie sous peu avec mon retour, le mois prochain, en Gaspésie, après une année de scolarité doctorale à Montréal. Pour ce qui est de la suite de l'élaboration de ce projet, je suis bien curieux d'obtenir les conseils des membres du panel et de l'assistance. Ce projet de thèse est toujours en cours et risque d'être enrichi par vos commentaires. Ce colloque représente une belle occasion de collaboration entre les membres du réseau de l'Université du Québec, mais aussi entre universités à l'échelle internationale. Merci aux organisateurs.trices !

Bibliographie

BELANGER, Marianne (2019). « De paradis à pénurie : la difficile réalité de l'habitation en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine ». En ligne : <<http://www.orfq.inrs.ca/de-paradis-a-penurie-la-difficile-realite-de-lhabitation-en-gaspesie-et-aux-iles-de-la-madeleine/>>, consulté le 15 mai 2019.

BOUDREAU, Karyne (2017). *Une pétition pour un meilleur accès aux soins à l'extérieur de la Gaspésie*, TVA CIMT CHAU, 6 décembre 2017. En ligne : <<https://cimtchau.ca/nouvelles/une-petition-pour-un-meilleur-acces-aux-soins-lexterieur-de-la-region/>>, consulté le 10 mars 2019.

- COTE, Charles (1991). *Désintégration des régions : le sous-développement durable au Québec*, Chicoutimi, Québec, Canada, Editions JCL.
- DELISLE, Marc-André (1999). « Vieillissement et régionalité », *Recherches Sociographiques*, vol. 40, n° 2, p. 313. <<https://doi.org/10.7202/057281ar>>
- DEMERS, Louis *et al.* (2018). « Chapitre 4 : La certification des résidences privées pour aînés au Québec », dans *Vieillissement et aménagement. Perspectives plurielles*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 79-98.
- DESCHENES, Jean-François et ICI.RADIO-CANADA.CA (2017). « Phase 3 ; la résidence des Bâtisseurs de Matane », *Radio-Canada*, 6 décembre 2017. En ligne : <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1071531/phase-3-residences-batisseurs-personnes-agees-matane-construction>>, consulté le 16 septembre 2018.
- DIONNE, Hughes (1988). *En quête d'une communauté*, Rimouski, GRIDEQ.
- DUBE, Brigitte et ICI.RADIO-CANADA.CA (2017). « Résidence Plaisance aux Îles ; : la construction débutera en avril », *Radio-Canada*, 13 décembre 2017. En ligne : <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1066995/residence-plaisance-iles-madeleine-construction-debut-avril>>, consulté le 16 septembre 2018.
- DUBET, François (2009). « La société des sociologues », dans *Le travail des sociétés*, Paris, Seuil, 2009, p. 15-47.
- DUGAS, Clermont *et al.* (1983). *Les régions périphériques : défi au développement du Québec*, Presses de l'Université du Québec.
- DUGAS, Clermont *et al.* (1999). *Le monde rural québécois et ses centres de services : dynamisme, marginalité, marginalisation*, Rouyn-Noranda, Québec, Édité par Chaire Desjardins en développement des petites collectivités en collab. avec Solidarité rurale du Québec et Gouvernement du Québec, Ministère des régions.
- FONDATION ABBE PIERRE (2011). *16^e rapport sur le mal-logement*.
- FOURNIER, Johanne et Gilles GAGNE (2015). « Déplacer les populations pauvres ; le Conseil du patronat soulève la colère en région », *Le Soleil*, 30 janvier 2015. En ligne : <<https://www.lesoleil.com/actualite/en-region/deplacer-les-populations-pauvres-leconseil-du-patronatsouleve-la-colere-en-region-1ea4e38484ddf282e5c422d9239972e6>>, consulté le 27 février 2019.
- GUCHER, Catherine, Isabelle MALLON et Véronique ROUSSEL (2006). *Vieillir en milieu rural : chance ou risque de vulnérabilité accrue ?*. En ligne : <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00371194/document>>, consulté le 27 août 2018.
- HAMEL, Jacques (2018). *Savoir écrire en sociologie et dans les sciences sociales*, Les Presses de l'Université de Montréal.
- HIGGINS, Benjamin, Fernand MARTIN et André RAYNAULD (1970). *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, Ottawa, Ministère de l'expansion économique régionale.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUEBEC (2018). « Le bilan démographique du Québec. Édition 2018 », p. 174.

- LAPLANTE, Robert (2018). « Les canaris dans la mine », *Relations*, n° 798, octobre, p. 17-19.
- LUPIEN, Pierre-Luc (2016). *Entre mer et déboires : Précarité résidentielle en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine à partir du vécu des personnes et de la pratique des intervenants*, RPSN 2014038, Carleton-sur-Mer.
- LUPIEN, Pierre-Luc (2018). « Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine : Précarité résidentielle et recours au droit du logement », *Revue Droits et libertés*, vol. 37, n° 1, Printemps, p. 42-43.
- MALLON, Isabelle (2013a). « Vieillir en milieu rural isolé : une analyse au prisme des sociabilités », *Gérontologie et Société*, vol. 36 / n° 146, n°3, 28 octobre 2013, p. 73-88. <<https://doi.org/10.3917/g.s.146.0073>>.
- MALLON, Isabelle (2013b). « S'enraciner ou s'émanciper ? : Vieillir au féminin en milieu rural isolé », *Recherches Féministes*, vol. 26, n°2, p. 127-44. <<https://doi.org/10.7202/1022775ar>>.
- MALLON, Isabelle (2015). « Demeurer au pays ou vivre sa retraite à la campagne : comment cohabitent les personnes âgées en milieu rural isolé ? », *Métropolitiques*, 9 janvier 2015, p. 5.
- MARTUCCELLI, Danilo (2006). *Forgé par l'épreuve : l'individu dans la France contemporaine*, Paris, Colin.
- PARENT, Frédéric (2011). « Du matériel au symbolique. Fondements et limites des études rurales québécoises contemporaines », *Recherches Sociographiques*, vol. 52, n° 2, p. 335-51. <<https://doi.org/10.7202/1005665ar>>.
- PARENT, Frédéric (2014). « Des sociologues en campagne : sociographie de la différenciation sociale du Québec rural francophone », *Recherches Sociographiques*, vol. 55, n° 2, p. 227-52. <<https://doi.org/10.7202/1026691ar>>.
- PARENT, Frédéric et Paul SABOURIN (2016). « Ethnographie et théorie de la description – La construction des données sociologiques », *Cahiers de Recherche Sociologique*, n° 61, p. 109-26. <<https://doi.org/10.7202/1042371ar>>.
- PERREAULT, Liette (2006). « Le modèle québécois des soins de santé : un système qui entretient les inégalités entre les diverses communautés ? », dans *Inégalités, démocratie et développement : des enjeux pour la gouvernance des territoires locaux et régionaux*, Rimouski, Québec, GRIDEQ, p. 81-98.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2018). « Indice de vitalité économique », 19 décembre 2018. En ligne : <<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/indice-vitalite-economique/index.html>>, consulté le 27 février 2019.
- RESSORT-GÎM (2013). *Portrait social de la région Gaspésie-Îles de-la-Madeleine : compilation de statistiques provenant de diverses sources concernant la région et ses territoires*, Gaspé, Québec, RESSORT-GÎM.
- SEGUIN, Anne-Marie, Isabelle VAN PEVENAGE et Chloé DAUPHINAIS (2018). « La plupart des personnes âgées vivent-elles en CHLSD ? », dans *Les vieillissements sous la loupe. Entre mythe et réalités*, Sillery, Presses Université Laval, p. 65-74.
- THIBEAULT, Jean-Marie et Noémie BERNIER (2016). « Fermeture en trois temps », n° 65, p. 107-12.
- THIBEAULT, Jean-Marie, Isabelle LEVESQUE et RADIO-CANADA (2019). *Le tour de la Gaspésie à 90 ans, Bon pied, bonne heure! | ICI Radio-Canada.ca Première*, 13 mars 2019. En ligne :

<<https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/bon-pied-bonne-heure/segments/chronique/109711/tour-gaspesie-90-ans-jean-marie-thibeault>>, consulté le 22 mai 2019.

THIBEAULT, Jean-Marie et Éline REHEL (2014). *Pour ne pas en finir avec l'arrière-pays gaspésien : devoir de mémoire*, Gaspé, Québec, Les éditions 3 sista.

TOULGOAT, Martin et Michel-Félix TREMBLAY (2018). « Les villes gaspésiennes sont encore les plus dévitalisées de la province », *Radio-Canada*, 21 décembre 2018. En ligne : <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1142981/municipalites-gaspesie-devitalisation-economie>>, consulté le 27 février 2019.

WARIN, Philippe (2016). *Le non-recours aux politiques sociales*, Grenoble, France, PUG.